

Les mouvements antifascistes en Italie (1) *par Felix Morrow*

(Extraits)

Felix Morrow commence cet article par un recensement et une estimation de la valeur des sources dont on dispose aux Etats-Unis pour écrire sur ce qui se passe au même moment en Italie. Il souligne la partialité et souvent la malhonnêteté des sources, radio américaine, presse stalinienne, etc. Il ajoute ces intéressantes remarques de conclusion pour son étude des sources, que nous utilisons ici comme introduction à ce qu'il écrit des partis.

On peut bien entendu prendre le peu d'informations authentiques et procéder à la façon du savant, qui reconstruit un animal préhistorique à partir de quelques ossements, pour tenter de donner une image complète de la situation actuelle en Italie. Malheureusement l'analogie avec la science de l'anatomie n'est qu'une métaphore. En 1931, pendant les premiers mois de la révolution espagnole, il n'y avait ni guerre ni censure et les lettres arrivaient avec quelque régularité et pourtant Trotsky, écrivant de Prinkipo, était obligé de dire que c'était comme jouer aux échecs les yeux bandés. En ce moment, nous sommes dans la situation d'ignorer la valeur ou les dispositions des hommes de l'échiquier italien. C'est dans ces limites que nous devons essayer d'analyser les événements en Italie.

Le mouvement élémentaire des masses

Les porte-parole des différentes tendances politiques revendiquent le crédit pour les grèves et manifestations révolutionnaires, mais, avec toute la considération due aux activités des groupes clandestins, le mouvement tempétueux des masses porte la marque d'un mouvement élémentaire parti d'en bas.

Quel était l'état réel d'organisation des partis antifascistes à la veille de la chute de Mussolini ? Une brochure datée de septembre 1942, écrite par des porte-parole de l'une des principales tendances, le Parti d'Action, et les groupes Justice et Liberté, parlait de « large propagande », d'une presse clandestine « à une échelle sans précédent », de « la tenue de réunions politiques », de « groupes de combat formés dans presque toutes les villes et villages » et d' « une stricte coordination de toutes ces unités » (pour rendre justice au Parti d'Action en Italie, on doit noter que ces affirmations ont été faites par des émigrés ici et pas dans la presse clandestine). Les staliniens ont dit la même chose.

Si ces affirmations étaient vraies, on avait affaire à un phénomène nouveau dans l'histoire. Toutes les autres révolutions qui ont éclaté dans des conditions d'illégalité des organisations ouvrières ont été des mouvements élémentaires des grandes masses sans le bénéfice de l'organisation. La répression tsariste n'était pas totalitaire ; entre 1912 et 1917 les bolcheviks avaient une presse légale et il y avait des sociétés d'assurance (fraternités) ouvrières légales ; et pourtant nous savons combien étaient faibles les partis clandestins de Russie à la veille de février 1917 et le peu d'influence qu'avaient même les bolcheviks sur les grèves révolutionnaires et les manifestations qui ont renversé le tsar.

De même en Allemagne en 1918, les Spartakistes étaient illégaux mais nombre de leurs sympathisants étaient dans le Parti social-démocrate indépendant et les révolutionnaires disposaient d'une fraction de l'appareil des syndicats légaux. La révolution de novembre fut une explosion des masses qu'aucun parti ne dirigea. Dans les conditions de la répression totalitaire en Italie, il est peu vraisemblable que les partis clandestins aient construit plus d'organisations en juillet 1943 que les partis ouvriers en février 1917 et novembre 1918.

Les années de propagande et d'activité clandestine sont bien entendu non seulement un moyen indispensable de former des cadres pour les futurs partis de masse, mais aussi un levain pour les masses dans leur ensemble. Mais il est significatif que la presse clandestine du Parti d'Action, seule source d'information sur une grande grève en mars de cette année de 50 000 ouvriers turinois, n'assure pas que c'est ce parti qui l'a dirigée. Nous avons certains aveux tristes de l'ennemi de classe, comme dans le discours du Pape, le 13 juin, dans lequel il se plaignait qu'on distribuait des tracts manuscrits et « *que la propagande circulait [...] particulièrement dans la classe ouvrière, assurant que le Pape souhaitait la guerre* ». Mais ces faits ne signifient pas que les partis clandestins étaient à la tête du mouvement de masse dans les grandes grèves des 26-28 juillet. Toute l'expérience de la clandestinité jusque-là indique que les cadres de parti qui sont réellement organisés sont trop peu nombreux, quand se développe une situation révolutionnaire, pour assumer la direction des actions de masse. Parmi les dirigeants que les ouvriers lancent en avant dans les premières grèves et manifestations, il y a des membres individuels de partis, mais ni la situation ni la préparation antérieure ne leur permettent d'agir en tant que membres de leur organisation. Si c'était vrai pour le parti révolutionnaire le mieux organisé de l'Histoire en février 1917, c'était incontestablement bien plus vrai encore des partis réformiste et centriste en Italie.

Après que l'explosion initiale ait créé de larges zones dans lesquelles les partis ont été capables de sortir de la clandestinité et d'opérer de façon semi-légale sous la protection du mouvement de masse, les masses sont de plus en plus passées sous le contrôle des partis. Les petits cadres sortant de la clandestinité sont recouverts par une masse de recrues. On peut en croire le rapport de Berne dans les premiers jours après la chute de Mussolini selon lequel des dizaines de milliers rejoignent tous les jours le Parti socialiste ; c'est sûrement vrai aussi des autres partis. Mais, si vite que grandissent les partis dans une situation révolutionnaire, il reste que le gros du mouvement, grèves, manifestations, heurts avec la police et les troupes, etc se déroule sans direction d'en-haut. Les ouvriers d'une ville donnée obtiennent des résultats que peut-être même un parti révolutionnaire, pensant en termes de perspective nationale et internationale, n'appellerait pas à tenter de réaliser. Un exemple typique s'est produit dans la ville italienne de Côme, selon une dépêche de Zürich :

« Les autorités municipales de Côme ont annoncé que leur ville n'avait rien à voir avec la guerre et qu'à partir de maintenant, il y aurait un hôpital municipal, ouvert seulement pour la charité ».

Toutes les usines de la ville travaillant pour l'Armée italienne ont été obligées d'arrêter leur production et toutes les troupes, y compris les états-majors, ont été priées de quitter la ville (*New York Times*, 27 août).

Cette audace — une seule ville décidant de quitter la guerre et mettant l'armée à la porte ! On peut s'attendre à de sanglantes représailles de Badoglio si la ville demeure isolée.

Quand les masses font grève, manifestent, se heurtent à la police et aux militaires, apprenant l'ampleur de leur force dans l'action, s'informant d'une ville à une autre qu'elles sont prêtes à s'unir pour détruire leur oppresseur commun, elles apprennent aussi les limites de l'action élémentaire. En dépit de tout ce qu'elles ont fait, la guerre continue. Les masses prennent de plus en plus conscience de la nécessité de quelque chose de plus : une action réellement coordonnée sur le plan national et un plan précis de combat pour la paix et la liberté : c'est-à-dire la nécessité d'un état-major général des masses, un parti. De plus en plus, le développement ultérieur de la révolution va dépendre des partis, de leurs programmes ou mots d'ordre immédiats et de leurs rapports mutuels.

Ce que les différents partis demandent aujourd'hui est très difficile à établir d'après les maigres rapports disponibles. Cependant nous connaissons les programmes qu'ils défendaient les années précédentes. Essayons de tracer la physionomie des principaux d'entre eux. Ce qui suit repose non

seulement sur la littérature correspondante mais sur des discussions avec des personnes bien informées, représentant ou adhérant aux différents partis.

Les partis feront leur chemin dans les masses maintenant essentiellement à travers les vieux ouvriers ou travailleurs agricoles qui restés fidèles à la tradition socialiste et communiste et à l'expérience de la période préfasciste. Aucun nouveau parti n'a émergé encore [...].

Le Parti socialiste aujourd'hui

En émigration, la direction du PSI a scissionné à la fin des années 20. Nenni et autres se sont réunifiés avec les « *unitaires* » (réformistes) pour s'appeler Parti socialiste et revenir à la IIe Internationale. Les autres, les maximalistes, ont vécu en exil, publiant *Avanti*, et se sont évanouis en tant que tendance organisée quand la guerre a éclaté. Le PS s'est prononcé pour la guerre « *des démocraties* » et sa délégation londonienne ne peut se distinguer des exilés social-démocrates les plus chauvins.

Une minorité dirigée par Pietro Nenni (2), proche collaborateur des staliniens pendant la guerre d'Espagne, a défendu le pacte Hitler-Staline et pris une position « *anti-guerre* »; son inspiration stalinienne est apparue quand il a tourné au chauvinisme après le 22 juin 1941.

Néanmoins il apparaît que sa position « *antiguerre* » jusque là a été plus proche du sentiment révolutionnaire des ouvriers socialistes et le groupe Nenni a regagné une certaine autorité pendant cette période. Quand la direction majoritaire a été bouclée et empêchée de fonctionner par Vichy, Nenni a prétendu parler au nom du parti en concluant divers « *pactes* » avec les staliniens. A un moment, il apparaît que la majorité a décidé d'exclure Nenni qui émerge cependant d'un bref séjour dans une prison italienne, est présenté par les staliniens comme le porte-parole officiel du Parti socialiste [...].

En fait, la ligne véritable du PS en Italie aujourd'hui semble un peu différente, non dans les principes fondamentaux mais suffisamment, dans sa formulation et son orientation, pour démentir le tableau qu'en présentent les staliniens.

La ligne des staliniens est à 100 % pour s'incliner devant les « *démocraties* » et les soutenir sans aucune critique en tant que « *libérateurs* » : silence sur la question du renversement de l'institution monarchique ; départ — pas renversement — de Badoglio et « *abdication* » de Victor-Emmanuel, c'est-à-dire son remplacement par un autre roi.

Le PS, quant à lui, a publié un Manifeste une semaine environ après la chute de Mussolini, qui tient un tout autre langage. Le texte que nous avons est incomplet mais les coupures qui y sont faites ainsi que la traduction ont été faites par une source pro-alliés, ce qui fait que les divergences avec les staliniens pourraient bien être plus marquées dans l'original.

[*Morrow reproduit ensuite ce texte et poursuit :*]

Il est clair que ce document reste dans les limites de la démocratie bourgeoise et du soutien de la guerre des « *démocraties* ». Néanmoins il diffère des staliniens parce que 1) il appelle au renversement de la monarchie — qui est totalement inacceptable pour les « *démocraties* », 2) il suspecte les objectifs de paix et « *les cercles dirigeants des Nations Unies* », 3) il fait une distinction entre « *l'indépendance de notre lutte politique à l'égard de celle que certaines nations ont mené contre le fascisme* », 4) il recherche une « *collaboration étroite avec ceux qui sont "dans la tradition de Gobetti et de Rosselli" (3)* » — ce qui signifie principalement le Parti d'Action et le groupe Justice et Liberté — et ne fait référence que pour la forme à l'union de ses efforts à ceux d'autres groupes. Particulièrement significative est sa tiédeur à l'égard de la collaboration, non seulement avec les staliniens, mais aussi

les groupes oppositionnels catholiques démocrates ; ce qui indique que ces derniers ne sont pas considérés comme une force sérieuse aujourd'hui car il est peu vraisemblable que le Parti socialiste, avec une perspective limitée à une république démocratique bourgeoise, aurait quelque raison de principe de s'opposer à la collaboration avec les catholiques. D'un autre côté, les staliniens, cherchant à rester dans les limites acceptables pour Roosevelt et à Churchill — y compris le maintien de la monarchie — font beaucoup de bruit autour des catholiques et autres éléments démocrates de droite en tant que membres du « *front national* », afin de les utiliser, comme en Espagne loyaliste, comme un contrepoids conservateur contre les organisations ouvrières.

Ainsi, de plusieurs façons, le Parti socialiste réformiste apparaît aujourd'hui à la gauche des staliniens. Une fois de plus, la politique du Parti communiste rend possible la poursuite de l'existence et même le développement du Parti socialiste, dont il est certain que, de son côté, il ne jouera pas un rôle moins réactionnaire que le stalinisme dans les développements ultérieurs de la révolution.

Le Parti d'Action et Giustizia e Libertà

La victoire de Mussolini en 1925, lors de la crise provoquée par l'assassinat de Matteotti (4), a vivement illuminé la faillite des partis socialistes et démocratiques traditionnels et l'impuissance du parti communiste, et a donné naissance chez les intellectuels et les étudiants à une vive aspiration à quelque chose de « *neuf* » dans l'antifascisme. Comme on pouvait s'y attendre, ce « *neuf* » s'est révélé en vérité bien ancien.

Ce fut l'apparition du terrorisme, expression du désespoir des démocrates petits-bourgeois : il y eut au moins quatre tentatives d'assassiner Mussolini en 1926. Des « *organisations de combat* » d'étudiants surgirent. En Sardaigne, Emilio Lussu fonda le Mouvement d'Action, avec pour seule idéologie la violence armée contre la violence armée fasciste. Carlo Rosselli, Gaetano Salvemini et autres fondèrent des journaux clandestins qui prêchaient l'action « *offensive et pas défensive* », en d'autres termes, sans perspective sérieuse [...].

Ce désir de s'opposer au fascisme s'exprima dans de nombreux gestes héroïques, mais futiles et, entre 1926 et 1929, nombre de ces hommes rejoignirent en prison les ouvriers communistes. Ils furent particulièrement enthousiasmés par les spectaculaires vols aériens de Bassanesi et Dolci au-dessus de Milan, en juillet 1930, et celui de Lauro de Bosis au-dessus de Rome en 1931 (5), lançant des tracts révolutionnaires, et par différents attentats contre la vie de Mussolini [...].

Pendant ce temps, jusque vers 1928, le Parti communiste avait à juste titre expliqué au peuple que l'action offensive « *dans les conditions données* » était une absurdité. Ce qu'il fallait, c'était former des cadres marxistes, des groupes bien enracinés de dirigeants qui comprendraient qu'il fallait des méthodes patientes et lentes pour rassembler l'avant-garde ouvrière, plonger des racines dans les masses ouvrières des usines et des campagnes, se préparer pour la catastrophe financière ou militaire finale du régime fasciste ou une explosion révolutionnaire ailleurs en Europe, qui fournirait l'occasion de renverser le régime. La perspective marxiste, comme le temps passait, se montrait infiniment supérieure aux gestes, spectaculaires mais dénués de sens, des rebelles petits-bourgeois, et la jeunesse se tournait de plus en plus vers le Parti communiste.

C'est précisément à cette conjoncture qu'arrivèrent de Moscou les formules de la « *troisième période* » : pas de front unique avec les autres groupes d'opposition ; caractérisation des socialistes comme « *social-fascistes* », des anarchistes comme « *anarcho-fascistes* », etc., et une perspective identique à celle dont les rebelles petits-bourgeois étaient fatigués et se détournaient de l'« *action offensive* ». Si Moscou avait délibérément cherché à perpétuer l'existence indépendante de ce mouvement petit-bourgeois confus, il n'aurait pu trouver meilleur moyen que ceux de la « *troisième période* ».

Ce tournant « à gauche » explique la vitalité renouvelée du mouvement petit-bourgeois qui a trouvé sa principale forme d'organisation pour la décennie suivante dans Giustizia e Libertà, fondé par Carlo Rosselli et Emilio Lussu après leur célèbre évasion de la prison de Lipari en août 1929. Son premier manifeste condamnait les limites « constitutionnelles-morales » de l'antifascisme des partis traditionnels et se déclarait « mouvement révolutionnaire et non parti », unissant « républicains, socialistes et démocrates » afin de combattre « pour la liberté, la république, la justice sociale ».

Comme si elle jugeait nécessaire d'expliquer comment un mouvement d'une telle pauvreté d'idées pouvait jouer un rôle important, la dernière histoire officielle de Giustizia e Libertà écrit :

« Quoique la combativité antifasciste du Parti communiste attirât beaucoup de jeunes, ses attaques pour disqualifier les autres oppositions et cette même culture dont la destruction provoquait une insurrection nationale de la conscience morale et de nouvelles formations révolutionnaires, empêchèrent le Parti communiste d'assumer la fonction de successeur complet des oppositions ».

Ce mouvement était suffisamment dangereux pour conduire Mussolini à faire assassiner Carlo Rosselli près de Paris en juin 1937. Malgré son confusionnisme, ce mouvement montra beaucoup de perspicacité. Pendant la crise éthiopienne, il fut la seule tendance en-dehors des trotskystes à insister sur le fait que l'antifascisme ne devait pas soutenir les sanctions des « démocraties » contre l'Italie, mais se baser sur la lutte interne contre le régime. Nombre de ses meilleurs camarades tombèrent dans la guerre civile d'Espagne où les antifascistes italiens devinrent légendaires par leur supériorité au combat sur les conscrits de Mussolini ; de façon confuse mais dans la bonne direction, ils protestèrent contre la conservatrice « défense de la république espagnole » et appelèrent à « la défense de la révolution espagnole ». Quand la ligne gauchiste de la « troisième période » fut suivie des crimes stalinien de celle du Front populaire, cela durcit la détermination des éléments autour de Giustizia e Libertà de s'éloigner du stalinisme, alors, puis quand l'attaque de l'URSS par les nazis renvoya les stalinien vers les « démocraties ».

On sait que maintenant les groupes de Giustizia e Libertà sont entrés dans le Parti d'action fondé par Lussu, lui-même fondateur de la première. En 1931, Trotsky caractérisa cette tendance comme démocrate de gauche, avec pour plus proche équivalent les sr de Russie. Au cours des dix dernières années, elle a pris une coloration plus socialiste peut-être mais demeure « sans classe », petite-bourgeoise, avec beaucoup d'exagération du patriotisme national ancienne manière. Sa principale divergence de principe avec les stalinien est probablement sur la monarchie, dont elle continue à insister pour qu'elle soit renversée.

La ligne stalinienne dans l'Italie d'aujourd'hui

Telle que l'exposent le *Daily Worker* et l'hebdomadaire *L'Unità del Popolo*, la ligne stalinienne coupe le souffle par sa crudité. Dans *Independent News* de Moscou (ICN), elle est indiquée dans des dépêches de Berne ostensiblement comme celle d'une radio illégale Milano Libertà parlant au nom de la coalition de cinq partis (les autres sont le Parti socialiste, d'action, chrétien démocrate et « reconstruction libérale ») ; il y a incontestablement pas mal de collaboration entre eux puisque tous se bornent à la perspective d'une révolution bourgeoise démocratique. Mais nous n'avons pas le droit ni aucune raison d'adopter l'affirmation des stalinien selon laquelle les autres organisations partagent la responsabilité des formulations attribuées à cette prétendue coalition.

Dans les onze jours cruciaux entre la démission de Mussolini le 25 juillet, et le 4 août, les stalinien n'ont pas appelé à chasser Badoglio ni le roi. Au contraire, ils les louaient d'avoir congédié Mussolini :

« Nous remercions tous ceux qui, comprenant la volonté de la nation, ont aidé à chasser le tyran par l'action au sommet » (Daily Worker, 28 juillet).

Voici comment répondait le spécialiste de l'étranger James S. Allen (6), à ceux qui protestaient contre l'accord avec Badoglio :

« Badoglio est un phénomène nouveau. Il n'est pas Pétain. Il n'est pas Darlan. Il n'est pas seulement le Badoglio de la guerre d'Ethiopie [...] Il est l'homme qui, dans ce moment de transition bref mais décisif de la résurrection nationale se trouve confronté avec l'impérieuse volonté nationale de paix [...] On peut éviter la guerre civile si Badoglio fait la paix. Aussi, lancer le mot d'ordre contre tout accord avec Badoglio, en aucune circonstance, même si ça voulait dire sortir l'Italie de l'Axe d'un coup et tout de suite [...] c'est tout embrouiller » (Daily Worker, 31 juillet).

Le même Allen devait expliquer cinq jours plus tard :

« Quand il devint clair que Badoglio cherchait simplement à gagner du temps [...], l'attitude à l'égard de son gouvernement, tant des gouvernements alliés que du front antifasciste en Italie, changea. La coalition des cinq partis commença par accroître sa pression sur le régime et, quand [il apparut] que cela ne donnait aucun résultat, appela à son renversement » (Daily Worker, 5 août).

Le mot « renversement » fut ainsi employé pendant quelques jours et il y eut même une dépêche ICN de Berne sur un appel à « l'armement du peuple ». Cependant une autre dépêche de Berne, beaucoup plus autorisée cette fois puisqu'elle venait de Moscou, corrigea le reporter de Berne à la tête chaude et établit comme suit la ligne précise :

« Le lendemain [4 août], l'opposition lança les mots d'ordre suivants : renvoi de Badoglio, abdication du roi et formation d'un gouvernement national pour la paix » (Daily Worker, 23 août).

Et c'est depuis lors la ligne stalinienne : renvoi — et pas renversement révolutionnaire — de Badoglio et abdication du roi, ne mettant pas fin à la monarchie, mais remplacement du roi Victor-Emmanuel par le Prince héritier Umberto (7), celui-ci nommant quelqu'un d'autre à la place de Badoglio.

La même dépêche de Moscou explique pourquoi les staliniens n'ont pas d'abord avancé « un veto immédiat contre le roi et Badoglio » :

« C'aurait été une folie que d'avoir comme premier objectif, le 26, la lutte pour renverser Badoglio et obliger le roi à abdiquer. Personne n'aurait compris pareil mot d'ordre. Aux yeux des plus éclairés dans le peuple, le roi et Badoglio apparaissaient comme les fossoyeurs de Mussolini ».

Comme nous l'avons vu, ces « gens éclairés » comprenaient les staliniens avec leurs louanges sur l'action « au sommet » de Badoglio et son rôle de « phénomène nouveau ».

La principale fonction du « gouvernement pour la paix » aurait été la reddition inconditionnelle aux forces anglo-américaines que recommandait ainsi *Milano Libertà* :

« Les pays démocratiques n'exigent rien du peuple italien, rien de la nation italienne. [...] Ce qu'ils exigent, c'est la capitulation du fascisme et de ses complices [...] Les armées démocratiques, qui avancent avec ce programme, sont donc nos alliés, nos amis » (Daily Worker, 28 juillet).

Il est difficile de croire que ces dépêches décrivent la ligne telle qu'elle est aujourd'hui fournie aux ouvriers bombardés de Milan. Selon toute probabilité, les formules des dépêches ne sont que pour la consommation étrangère, car quoi que soient les fonctionnaires staliniens, ils ne sont pas assez stupides pour repousser les masses qu'ils veulent influencer. Non que la ligne appliquée aujourd'hui en Italie soit moins une trahison : elle est probablement plus intelligente.

La contradiction dans le stalinisme italien

Il faut reconnaître que non seulement le stalinisme essaie de trahir la révolution italienne, mais qu'il a une réelle capacité à le faire. Sans aucun doute, les principaux cadres politiques dans le prolétariat appartiennent au Parti communiste. Le parti jouit du prestige d'avoir assuré le gros de la lutte clandestine [...] Il ne pouvait en être autrement. Sous le fascisme, les membres et sympathisants du Parti communiste ne pouvaient apprendre la vérité sur le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, partout ailleurs ; il n'y eut rien de comparable en Italie où le stalinisme a toujours été opposé au régime ; et bien entendu, elles ne voulaient pas croire ce qu'elles lisaient dans la presse fasciste. Pour eux, le parti restait le mouvement léniniste qu'il avait été en 1922. On doit ajouter le fait que le parti de la Comintern, toujours capable de financer activité et publications, était bien plus attirant pour les militants clandestins que le Parti socialiste qui n'assurait que des rations de famine occasionnelles grâce à ses partis frères à l'étranger.

Mais si, émergeant de la clandestinité, le parti avait les meilleurs cadres du prolétariat à sa disposition, il ne faut pas considérer cela comme une source de force de durée indéfinie pour le stalinisme. A la différence des fonctionnaires qui, en émigration, sont devenus les outils corrompus et consentants du stalinisme, les rangs du parti qui sont restés et ont souffert en Italie ne sont pas staliniens. Un fait indicatif du calibre moral des communistes italiens est que, aussi tard que 1931, alors que l'appareil des autres partis de la Comintern était complètement stalinisé, il a pu y avoir une importante scission dans la direction italienne sur la question du trotskysme. Trois membres du comité politique, Blasco (Tresso) Feroci (Leonetti) et Santini (Ravazzoli) sont devenus trotskystes.

On ne pouvait s'attendre à ce que cet exemple soit suivi par la base, car eux avaient eu accès à l'information de l'étranger et aux écrits politiques que le membre clandestin moyen ne pouvait connaître. Il est peut-être plus significatif encore que nombre de communistes, bien que ne réussissant pas à comprendre le véritable caractère du stalinisme, aient développé une forte méfiance à l'égard de la Comintern à travers leurs expériences avec elle.

Les ordres de Moscou ou de Paris, lancés par quelques bureaucrates légers essayant de « produire », ont eu parfois pour résultats des conséquences désastreuses. C'est typique des années trente que l'apparition d'un fonctionnaire de la Comintern dans une ville industrielle avec des tracts appelant à la grève générale. Les cadres locaux de base du parti, péniblement construits pendant des années, protestaient en disant que la seule conséquence de leur diffusion serait la destruction des cellules de parti, mais exécutaient cependant la directive.

Arrêtés et emprisonnés pour de lourdes peines, ils comparaient leur expérience avec celle des autres communistes : comme dans celles du tsar, les cellules du parti dans les prisons de Mussolini, étaient des écoles de marxisme. Une discussion aboutissait à l'accord général d'une cellule communiste que les directives de la Comintern avaient été erronées dans un exemple donné ; et cela menait à un examen plus approfondi du programme de la Comintern pour l'Italie. Ainsi les geôles formaient-elles bien des communistes dissidents. Ceux qui avaient eu le courage moral de combattre le fascisme n'allaient pas plier devant ce qu'ils croyaient erroné dans le parti. Quelques-uns furent exclus ou s'en allèrent, mais peut-être y en avait-il encore plus toujours dans le parti à la chute de Mussolini.

Aussi y a-t-il là une profonde contradiction avec l'organisation stalinienne. D'un côté, elle est revêtue d'un grand prestige moral. De l'autre, ceux qui lui ont gagné ce crédit moral n'iront probablement pas plus loin avec la politique stalinienne au moment où elle change, passant de l'opposition des vingt-et-un ans écoulés au soutien d'un régime patronné par les Alliés. Tant que la lutte en Italie demeurait clandestine, le stalinisme pouvait identifier soutien des « démocraties » et lutte pour la paix et la liberté des dernières décennies. Mais c'est une toute autre affaire que de dépeindre les forces anglo-

américaines comme des libérateurs quand l'AMGOT (l'administration des Alliés) est déjà au travail en Italie (pour ne pas parler de ce qui arrivera s'il tente de gouverner les ouvriers du Nord de la façon dont il traite les paysans en Sicile !) ; et quand Roosevelt et Churchill trouvent leur Darlan — peut-être Badoglio lui-même — et insistent pour le maintien de la monarchie.

Dans des pays comme l'Angleterre et les EU, il y a un faible pourcentage de membres qui sont restés au Parti communiste tout au long de sa dégénérescence. Il faut cependant se souvenir qu'ils se sont adaptés au stalinisme sur une longue course de temps ; et que Trotsky leur paraissait fou quand il prédisait en 1928 que le stalinisme finirait en chauvinisme. En Italie cependant, dans de nombreux cas, ce sera comme si un communiste de 1922 était confronté à la ligne stalinienne de 1943. On peut prédire à coup sûr que les cadres du nouveau parti marxiste révolutionnaire viendront de ces communistes et des jeunes qu'ils formeront.

Pas d'illusions : le stalinisme va faire des ravages avant d'être surmonté. Mais en plus de la contradiction fondamentale que nous avons relevée dans les rangs du parti, il est également important de réaliser que ni ce parti ni les autres ne contrôlent encore le mouvement des masses qui reste dans une large mesure élémentaire et explosif. Avant que le stalinisme réussisse à le canaliser, le mouvement va probablement faire tomber bien des choses et créer une arène de démocratie ouvrière dans laquelle les révolutionnaires rompant avec le stalinisme vont lutter pour gagner les masses. Après vingt-et-un an de totalitarisme, il y aura une résistance, très répandue parmi les ouvriers, aux méthodes totalitaires des staliniens. Il y aura des jours difficiles pour les révolutionnaires, mais aussi de sérieuses possibilités de succès. Avant tout, eux et les révolutionnaires de partout sur le continent ont de leur côté la terrible urgence de transformer le spectacle de dévastation qu'est l'Europe en Etats-Unis socialistes d'Europe.

Notes :

(1). Extraits de « The Italian Revolution », *Fourth International*, IV, septembre 1943, pp. 267-273.

(2). **Pietro Nenni** (1891-1981), directeur de l'*Avanti !* en 1921, avait émigré en 1926. Il avait été en Espagne commissaire général des Brigades internationales

(3) **Piero Gobetti**, (1901-1926), lycéen et étudiant avec Gramsci, « libéral » avec beaucoup de sympathie critique pour les communistes, collaborateur de l'*Ordine nuovo*, il publie à partir de 1922 *La Rivoluzione liberale*, et devient aux yeux de Mussolini un de ses principaux ennemis. Deux fois agressé et grièvement blessé par les Chemises noires, il émigre en France en novembre 1925 et meurt de ses blessures en février 1926. **Carlo Rosselli** (1899-1937), journaliste, démocrate socialisant, fondateur d'une des premières unités de combattants en Espagne pendant la guerre civile, assassiné par des tueurs aux ordres de Mussolini, en France, avec son frère.

(4) **Giacomo Matteotti** (1885-1924), juriste, député socialiste ; ses interventions à la Chambre des députés en font l'ennemi n°1 de Mussolini qui le fait assassiner : c'est le début d'une grave crise du régime fasciste.

(5) Ces hommes étaient des modérés. Lauro de Bosis comptait sur le Pape pour condamner Mussolini !

(6) Sol Auerbach, devenu **James S. Allen** (1904-), membre du PC en 1928, milita aux JC et remplit d'importantes missions pour la Comintern. Il était probablement agent des « services ».

(7) **Victor-Emmanuel III**, (1869-1947). Roi d'Italie en 1900, prit les titres d'empereur d'Ethiopie en 1936 et roi d'Albanie en 1939; il abdiqua en 1946. Son fils **Humbert II**, (1904-1983) fut roi d'Italie de mai à juin 1946.